



Marchés publics de service

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
N°2024010RREA430

Personne Publique

Institut de Recherche pour le Développement

Direction des Finances - Service des Achats de la Performance et de l'Innovation
Immeuble le Sextant
44 Bd de Dunkerque / CS 90009
13572 MARSEILLE cedex 02

Courriel : df.sapi@ird.fr

Objet de la consultation :

Prestations de conception, la fourniture, construction, installation et mise en service de deux modulaires dont un est destiné à un laboratoire et l'autre à un bureau

Étendue de la consultation :

Marchés passés selon une procédure adaptée en application des dispositions de l'article L2124-2 du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019.

Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) comprend 24 pages numérotées de 1 à 25

Table des matières

PREAMBULE	4
ARTICLE 1 : OBJET, LIEU D'EXECUTION DU MARCHE ET CONDUITE D'OPERATION	4
ARTICLE 2 : PROCEDURE APPLICABLE, FORME DU MARCHE ET ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 4 : TRANCHES	5
ARTICLE 5 : MONTANT ESTIMATIF DU MARCHE	5
ARTICLE 6 : VARIANTES.....	6
ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHE	6
ARTICLE 8 : DELAIS D'EXECUTION	6
ARTICLE 9 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	6
ARTICLE 10 : PRIX	14
ARTICLE 11 : VARIATION DES PRIX	15
ARTICLE 12 : OBLIGATION DU TITULAIRE.....	15
ARTICLE 13 : RACHAT OU CESSION D'ACTIVITES	17
ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE.....	17
ARTICLE 15 : MODALITES DE PAIEMENT.....	18
15.1. PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DES FACTURES	18
15.2. MODE DE REGLEMENT ET DELAIS DE PAIEMENT	19
ARTICLE 16 : FINANCEMENT ET GARANTIES	19
16.1. RETENUE DE GARANTIE	19
16.2. CAUTIONNEMENT	19
16.3. NANTISSEMENT	19
ARTICLE 17 : OPERATION DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS.....	20
ARTICLE 18 : MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DU MARCHE.....	20
18.1. DELAIS DE REALISATION.....	20
18.2. REUNION DE LANCEMENT DE LA PRESTATION	20
18.3. DECISION DE POURSUIVRE – ORDRE DE SERVICE.....	21
18.4. FONCTION DE CONSEIL	21
18.5. RESTITUTION DES LIVRABLES.....	21
ARTICLE 19 : PENALITES.....	21
ARTICLE 20 : POUVOIR HIERARCHIQUE ET DISCIPLINAIRE.....	22
ARTICLE 21 : SECRET PROFESSIONNEL / CONFIDENTIALITE / UTILISATION DES RESULTATS	22
ARTICLE 22 : REFERENT POUR L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	22
ARTICLE 23 : ASSURANCES.....	23
ARTICLE 24 : DISPOSITIF DE VIGILANCE	23
ARTICLE 25 : LITIGE.....	24
ARTICLE 26 : MONNAIE	24
ARTICLE 27 : MARCHE A PRESTATIONS SIMILAIRES	24
ARTICLE 28 : EGALITE FEMMES ET HOMMES.....	24
ARTICLE 29 : VALORISATION DES DECHETS	24
ARTICLE 30 : CATEGORIE D'OPERATION CSPS	24

ARTICLE 31 : INTERVENANTS CSPS ET CONTRÔLE TECHNIQUE.....	25
ARTICLE 32 : DROIT APPLICABLE	25
LE DROIT APPLICABLE AU PRESENT MARCHE EST LE DROIT FRANÇAIS.....	25
ARTICLE 33 : RESILIATION.....	25
ARTICLE 34 : DEROGATIONS	25

Le titulaire est réputé avoir accepté sans réserve l'ensemble des dispositions du Cahier des Clauses Particulières.

PREAMBULE

Présentation de l'Institut de Recherche pour le Développement :

L'IRD est un organisme de recherche public français pluridisciplinaire qui, depuis près de 80 ans, s'engage dans des partenariats équitables avec les pays du Sud et dans les Outre-mer français.

Acteur de l'agenda international pour le développement, il inscrit ses priorités dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD).

Ensemble, scientifiques et partenaires de l'Institut proposent des solutions concrètes pour répondre aux défis globaux auxquels les sociétés et la planète font face. Cette relation gagnante-gagnante fait de la science et de l'innovation des leviers majeurs du développement.

L'Institut est placé sous la double tutelle du ministère chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de celui chargé des Affaires Étrangères.

Les priorités de l'IRD s'inscrivent dans la mise en œuvre, associée à une analyse critique, des Objectifs de développement durable (ODD) adoptés en septembre 2015 par les Nations unies, avec pour ambition d'orienter les politiques de développement et de répondre aux grands enjeux liés aux changements globaux, environnementaux, économiques, sociaux et culturels qui affectent la totalité de la planète.

Depuis 2008, son siège se situe à Marseille, en France. L'IRD est également présent en France métropolitaine, en Outre-mer, auprès des organisations internationales et européennes à Bruxelles et surtout et avant tout, dans les régions intertropicales et l'espace méditerranéen.

Il s'appuie sur un réseau de 4 délégations régionales en France, 35 représentations à l'étranger dont 4 en outre-mer, 79 unités mixtes de recherches, 42 laboratoires mixtes internationaux, etc. pour organiser ses collaborations.

Par son réseau, l'IRD défend un modèle original de partenariat scientifique équitable avec les pays du Sud. Science du développement durable, innovation et interdisciplinarité constituent les piliers de sa recherche, engagée pour la réalisation des Objectifs de développement durable.

L'IRD, c'est ainsi une communauté riche de près de 7000 personnes : 2260 agents IRD (915 chercheurs, 1345 ingénieurs et techniciens) dont 26% des agents affectés hors métropole.

ARTICLE 1 : OBJET, LIEU D'EXECUTION DU MARCHE ET CONDUITE D'OPERATION

1.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet la conception, la fourniture, construction, installation et mise en service de deux modulaires dont un est destiné à un laboratoire conforme aux exigences techniques et réglementaire et l'autre à un bureau. En effet, pour répondre à des besoins d'espaces de l'équipe de l'UMR LOCEAN-IRD Réunion, l'IRD souhaite l'achat et l'implantation de 2 modulaires : un du type laboratoire et un du type bureau pouvant accueillir 3-4 personnes. Celui dédié au laboratoire sera implanté en premier et dans un second temps le bureau.

1.2. Lieux d'exécution du marché

Les modulaires seront installés sur l'Ile de la Réunion et plus précisément sur un parking de l'Université de la Réunion au Moufia, Sainte Clotilde, avec l'accord au préalable de l'Université de la Réunion.

ARTICLE 2 : PROCEDURE APPLICABLE, FORME DU MARCHÉ ET ALLOTISSEMENT

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application des dispositions de l'article L2123-1 du Code de la commande publique du 1er avril 2019.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un marché ordinaire.

Le marché n'est pas alloti car l'allotissement ajouterait de la complexité à l'exécution des prestations et rendrait les prestations plus coûteuses pour l'IRD.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- Acte d'engagement (A.E), complété(s), daté(s) et signé(s) par le représentant qualifié de l'entreprise qui sera signataire du marché et ses annexes :
 - Annexe 1 : Annexe financière : Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire ;
 - Annexe 2 : DC 4 (ou déclaration de sous-traitance, le cas échéant)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du **30 mars 2021** réputé connu du titulaire quoique n'étant pas joint au dossier de consultation des entreprises ;
- Le Mémoire Technique du candidat remis dans son offre et respectant les prescriptions du CCP.

En cas de contradiction, d'incohérence ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Le CCAG applicable aux Travaux est réputé connu du titulaire quoique n'étant pas joint au dossier de consultation des entreprises.

Les clauses générales de vente habituellement utilisées dans les relations contractuelles du fournisseur ne sont pas applicables au présent marché.

Le Titulaire devra se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du Marché.

ARTICLE 4 : TRANCHES

Le marché comportera une tranche ferme relative à l'achat du modulaire dédié au laboratoire.

Le marché comportera une tranche optionnelle relative à l'achat du modulaire dédié à l'espace bureau.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle, celui-ci pourrait intervenir au plus tard un mois après la date de notification du marché, et sous réserve des disponibilités budgétaires pour l'année 2025.

Cet affermissement devra être effectué au minimum 10 jours avant le début d'exécution des prestations.

En cas d'absence d'affermissement, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 5 : MONTANT ESTIMATIF DU MARCHÉ

- Montant estimatif tranche ferme : 40 000 € HT
- Montant estimatif tranche optionnelle : 20 000 € HT

ARTICLE 6 : VARIANTES

Les variantes à l'initiative du candidat et de l'acheteur sont interdites

ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHE

La durée totale du marché est de 12 mois maximum à compter de la notification.

À titre prévisionnel, pour la tranche ferme, les prestations sont prévues en mars 2025.

À titre prévisionnel, pour la tranche optionnelle, les prestations sont prévues en avril 2025.

ARTICLE 8 : DELAIS D'EXECUTION

8.1 Délais d'exécution des études

Les délais d'exécution pour les études détaillées à l'article 9.1 infra sont de 4 mois.

8.2 Délais d'exécution des travaux

Pour la tranche ferme, les délais d'exécution pour les prestations de pose du modulaire et le raccordement sont de 2 mois maximum (comprenant la période de préparation) à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

Pour la tranche optionnelle, les délais d'exécution pour les prestations de pose du modulaire et le raccordement sont de 1,5 mois maximum (comprenant la période de préparation) à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

En cas de non-respect des délais, les pénalités détaillées à l'article 19 du CCP sont applicables.

ARTICLE 9 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

9.1 Nature et étendue de la prestation

Le présent Cahier des Clauses Particulières concerne les prescriptions techniques communes et générales relatives aux travaux de tous les corps d'état intervenant dans les travaux.

Ce marché comprend une phase d'étude de conception, telle que définie à l'article D2171-4 du Code de la commande publique, et une phase de réalisation qui se décomposent comme suit :

- Phase étude de conception : Elle comprend les phases études d'esquisse, d'avant-projet détaillé, et le projet d'exécution avec notes de calcul et plans.
- L'avant-projet définitif servira de base à l'établissement de la demande d'autorisation administrative (à la charge du soumissionnaire).
- Phase réalisation : il s'agit de la fabrication, du transport, de la mise sur le site du bâtiment modulaire et de tous les travaux nécessaires à sa mise en service, y compris les réseaux (raccordement en eau, électricité, etc.) ainsi que le suivi des travaux et leur réception.
- Phase garantie : le titulaire devra, dans le cadre de son marché, honorer les garanties :
 - de parfait achèvement (1 an après réception des travaux) ;
 - de bon fonctionnement (2 ans après réception des travaux) ;
 - décennale (10 ans après réception des travaux).

9.2 Modalités relatives à la livraison et aux délais de livraison

Le prestataire est réputé, par le fait d'avoir remis son offre :

- S'être rendu personnellement sur les lieux où doit-être réalisée la livraison et l'installation et d'avoir pris une parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux, et de toutes sujétions générales et propres aux travaux pour lesquels il soumissionne ;
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installation, de stockage, des disponibilités en énergie électrique et du réseau informatique et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Avoir évalué les moyens techniques relatif au bon acheminement, au levage, à la mise en place, au transbordement de l'ensemble des composants nécessaire à la réalisation de sa prestation.

Parallèlement, le prestataire devra avoir contrôlé toutes les indications portées sur les documents du Dossier de Consultation des Entreprises, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près du Maître d'ouvrage, et avoir pris tous les renseignements utiles et assuré toutes les démarches auprès des Services Publics ou de caractère public ou de services compétentes.

Le prestataire devra, avant de soumissionner, se rendre compte personnellement et sur place, de l'état des lieux, des conditions d'accès, d'approvisionnements et de toutes sujétions générales et propres aux travaux pour lesquels il soumissionne. Tous les frais de quelque nature et importance qu'ils soient sont à la charge du titulaire.

Un planning prévisionnel fixant la date d'intervention sera établi par le prestataire et proposé à l'IRD Maître d'Ouvrage. Ce planning tiendra compte de la durée du marché et des délais d'exécution fixés aux articles 7 et 8 du présent cahier des charges. La date, ainsi retenue, servira de référence à l'exécution du marché.

En application du CCAG Travaux, les risques afférents au transport et à la livraison des matériels sont à la charge du titulaire jusqu'au lieu de destination finale. Le titulaire devra confirmer son intervention auprès de l'IRD, au moins 2 jours avant la date présumée par courrier, télécopie ou courriel, en mentionnant la date et l'heure d'arrivée, le nom des intervenants ainsi que la durée de l'intervention.

Toute sujétion d'acheminement sera prévue au marché.

9.3. Description des prestations

Le premier besoin est d'un modulaire de type « Laboratoire » (les équipements du laboratoire étant hors marché) destiné à la recherche et le au développement et à l'innovation. Il sera dédié à des manipulations et expérimentations d'une équipe scientifique nécessitant une évacuation pour par une hotte aspirante, des prises pour des équipements scientifiques et un réfrigérateur-congélateur (voir détail ci-après). Ce modulaire devra avoir un accès facile pour l'acheminement des chariots contenant des échantillons à analyser dans un autre laboratoire situé à proximité du modulaire. Ainsi l'accès le plus pratique et le moins coûteux devra être envisagé à l'étude et la conception du modulaire « Laboratoire ».

Le second besoin est un modulaire de type « Bureau », destiné à accueillir 3 à 4 personnes maximum (les fournitures de bureau sont hors marché).

Pour l'ensemble des 2 modulaires, l'emplacement dédié est le parking en face du bâtiment S1 de l'Université de la Réunion, faculté des sciences et technologie, Saint-Denis Réunion. L'implantation à proprement-dit des modulaires sera fixée après étude du site en fonction de l'applicabilité des besoins et l'accès aux divers réseaux. Les détails prescriptions relatives à de ces deux modulaires sont indiquées ci-après et dans le CDPGF.

9.4 Généralités

Sauf spécifications contraires tous les prix intègrent :

La fourniture principale des modulaires et les fournitures accessoires

Les matériaux permettant de procéder à la pose

La main d'œuvre permettant d'effectuer les différentes opérations préliminaires et la pose définitive y compris les équipements de sécurité nécessaires pour respecter les réglementations.

9.5 Vérification, essais et épreuves des matériaux et produits

Les dispositions de l'article 24 du CCAG Travaux s'appliqueront.

9.6 Plans d'exécution - notes de calcul - études de détail - récolement

Les stipulations de l'article 29 du CCAG Travaux sont applicables. Les plans, études et notes de calculs seront soumis à la validation du Maître d'Ouvrage et du contrôleur technique avant toute exécution. L'attention de l'entreprise est attirée sur le plus grand soin à apporter aux plans de récolement qu'elle remettra au Maître d'Ouvrage, notamment pour tout ce qui concerne les ouvrages enterrés pour lesquels l'entreprise vérifiera l'implantation exacte avant rebouchage, coulage ou remblaiement. L'ensemble des plans de récolement sera fourni au Maître d'Ouvrage à la réception des ouvrages par chaque corps d'état concerné.

La remise de ces plans devra être effective avant facturation des prestations réalisées.

L'entreprise devra fournir sans supplément de prix, sur demande du Maître d'Ouvrage ou du contrôleur technique, les fiches techniques des matériaux et matériels à mettre en œuvre, les notes de calculs, plans d'exécution et études de détails.

Le titulaire du présent marché aura à sa charge les prestations suivantes :

Des études de conception, phases esquisse et avant-projet détaillé (APD)

La fourniture des documents nécessaires aux formalités administratives d'autorisations de travaux et autorisations de voirie s'il y a lieu

La réalisation d'un état des lieux dressé entre le titulaire et l'IRD avant l'ouverture du chantier

Les installations de sécurité, s'il y a lieu, lors de la livraison, montage et démontage avec clôtures, signalisations et aménagements des accès.

La protection des végétaux, bâtiments et ouvrages divers situés à proximité des équipements.

9.7 Travaux de VRD (voirie, réseaux divers)

Les ouvrages enterrés comprendront (liste non exhaustive) :

- Repérage et implantation des réseaux et ouvrages existants
- Les neutralisations provisoires de réseaux et obturations le cas échéant, les vérifications de remise en service et les crochets de levage de toutes les plaques de regard
- Réglages des fonds et des pentes, calages, raccordements divers, joints, toutes sujétions d'accrochage ou de maintien, avant et pendant remblaiement ou pendant toute intervention sur des canalisations diverses
- Plan de récolement des ouvrages enterrés, au fur et à mesure de l'exécution des travaux
- Réglage et lissage des fils d'eau en fonds de regards et caniveaux
- Enrobages de protection des canalisations au grain de riz ou sable, (5 cm à partir des génératrices inférieures et supérieures)
- Les grillages avertisseurs conventionnels

- Les calages des regards de visite et des diverses conduites ainsi que les précautions usuelles de mise en œuvre et mise en service pour éviter les déchirures, poinçonnements, effondrements, écrasements, basculements, pour lesquels la responsabilité du Maître d'Ouvrage ne pourrait être recherchée.
- Les bâtiments modulaires devront être accessibles aux personnes handicapées. Les prestations à mettre en œuvre seront définies par les études Esquisse et APD.

Il sera défini, lors de la phase étude, les éventuels travaux préparatoires du terrain (débroussaillage, abattage, protection d'arbres, déblais...)

9.8 Prescriptions techniques pour les bâtiments modulaires préfabriqués

Dimensions extérieures (indicatives) bâtiment LABORATOIRE : 4m x 5m pour obtenir une surface intérieure comprise entre 18 et 20 m².

Dimensions extérieures (indicatives) bâtiment BUREAU : 4m x 5m pour obtenir une surface intérieure comprise entre 18 et 20 m².

9.8.1 Transport des bâtiments modulaires

Dans le cas où la zone d'implantation ne serait pas directement accessible aux camions de livraison et nécessiterait un portage supérieur à la flèche du camion, l'entrepreneur devra prévoir le portage complémentaire du bâtiment ou module, préfabriqué, jusqu'à sa zone d'implantation.

9.8.2 Calage, longrines et vides sanitaires

Les bâtiments modulaires préfabriqués seront implantés par l'entrepreneur qui réalisera lui-même les travaux de calages nécessaires et le montage des structures dès la livraison sur site. Les bâtiments modulaires préfabriqués seront livrés terminés propres, clefs en mains.

Le titulaire du marché sera tenu de vérifier l'adaptabilité du bâtiment ou module préfabriqué avec les caractéristiques et les contraintes du terrain proposé, et ce avant tout commencement de montage, à l'occasion de la visite préalable.

Lorsque le terrain retenu pour la mise en place des bâtiments modulaires le permettra (par exemple dans le cas d'un sol type enrobé ou béton) avec une pente inférieure à 3%, ou comprise entre 3 et 5%, il sera nécessaire de prévoir un calage des bâtiments modulaires préfabriqués reposant sur des plaques de répartition (à installer par le titulaire du marché).

Un vide sanitaire ventilé d'une hauteur minimale de 0,15 m environ sera aménagé sous les équipements. Les orifices de ventilation seront protégés, coté extérieur, contre la pénétration d'éléments étrangers, par des grilles anti-rongeurs.

9.8.3. Éléments structurels (planchers, façades, pignons, plafonds et couvertures)

Les bâtiments modulaires seront isolés thermiquement afin de réduire au maximum les besoins en climatisation. Les recommandations du contrôleur technique vaudront prescriptions.

Le plancher bas des modulaires LABORATOIRE et BUREAU seront calculés en tenant compte d'une surcharge uniformément répartie de 250 kg par m². Ils seront étanches à l'air et imperméables à l'eau (toutes précautions étant par ailleurs prises pour éviter les remontées d'humidité par capillarité depuis les ouvrages en fondation).

Les façades et pignons devront être résistants aux chocs extérieurs d'ébranlement et étanches à l'eau, en particulier aux divers raccordements avec le plancher bas (risques d'infiltrations dues aux lavages à

grande eau). Les peintures devront être lessivables, parfaitement adhérentes et résistantes à l'abrasion.

Les éléments préfabriqués constitutifs du plafond devront être mis en œuvre de manière à ne subir aucune déformation et à pouvoir accueillir le cas échéant, un autre modulaire. Les procédés de fixation ou de calage de ces éléments sur leurs supports seront étudiés de façon à ce que la stabilité de l'ensemble mis en place reste assurée même en cas de déformation des ouvrages du gros œuvre ou sous l'action des agents atmosphériques.

Par ailleurs, les plafonds devront répondre aux exigences suivantes :

- Facilité de nettoyage,
- Sensibilité réduite à la poussière,
- Résistants aux projections d'eau,
- Étanches pour les pièces humides.

L'évacuation des eaux pluviales par la solution d'un débordement de toiture est interdite. En revanche, il y a obligation de prévoir des surverses de sécurité sous forme de gargouilles.

9.8.4. Menuiseries extérieures et intérieures – Serrurerie

Les critères techniques principaux auxquels doivent répondre ces types de menuiseries sont la robustesse des parties ouvrantes et l'étanchéité à l'eau. Le PV de classement AEV des menuiseries sera soumis au contrôleur technique pour avis.

Les vantaux ou les panneaux des portes extérieures seront constitués par des éléments pré-usinés et devront offrir toutes garanties contre les effets des agents atmosphériques extérieurs.

Les portes ne pourront avoir une largeur inférieure à 0,80 m.

Les systèmes d'ouvrants pour baies de façades (ou de pignons) devront être obligatoirement coulissants. Les quincailleries des menuiseries extérieures et intérieures devront être robustes et simples. Elles ne devront pas présenter de saillies ou angles dangereux pour la sécurité des utilisateurs.

Fourniture et pose de grille de défense pour fenêtres et portes en saillie, composée de deux traverses en plat de 30 x 14 mm avec platine d'about pour la fixation en façade par chevilles et boulons, à barreaux 16mm soudés entre traverses. Ce type de grille devra bénéficier d'une protection antirouille et de deux couches de peinture.

9.8.5. Revêtements de sol

Les sols des bâtiments modulaires seront de qualité professionnelle en pose collée. Certification QB UPEC type TARALAY PREMIUM CONFORT de GERFLOR ou techniquement équivalent pour le bâtiment LABORATOIRE.

La fiche technique des revêtements sera soumise à l'approbation du Maître d'Ouvrage et du contrôleur technique.

9.8.6. Revêtements muraux

Finition en panneaux stratifiés haute pression (HPL) pour le bâtiment LABORATOIRE et en panneaux PVC type GROSFILLEX ou techniquement équivalent pour le bâtiment BUREAU.

La fiche technique des revêtements sera soumise à l'approbation du Maître d'Ouvrage et du contrôleur technique.

L'isolation thermique des parois sera définie lors de l'étude et sera soumise à la validation du contrôleur technique.

9.8.7. Faux-plafonds

Dalle de plafond type AQUATEC Board - 600 x 600 x 19 mm ou techniquement équivalent pour le bâtiment LABORATOIRE et dalles minérales type ULTIMA de Armstrong ou techniquement équivalent pour le bâtiment BUREAU. Compris ossature porteuse.

La fiche technique des faux-plafonds sera soumise à l'approbation du Maître d'Ouvrage et du contrôleur technique

9.8.8 Électricité (CFO/CFA), et attente climatisation

Les installations électriques relatives à l'éclairage, à la distribution et à la climatisation devront répondre aux prescriptions réglementaires. La protection électrique générale du module sera assurée par un disjoncteur différentiel de 30 mA et les structures métalliques seront mises à la terre. Les divers circuits nécessaires à l'éclairage, les prises de courant et la climatisation seront alimentés et protégés à partir d'un tableau général fermé.

L'entreprise installera, pour chaque modulaire, un compteur RSW ou équivalent filaire à impulsion de type lecture directe – 5 Wh/impulsion max. pour le comptage électrique.

9.8.9. Eclairage

L'éclairage sera du type DALLES LED montage encastré dans le faux-plafond.

Le petit appareillage, interrupteurs, boutons poussoirs et prises de courant sera en saillie ou encastré selon la configuration.

9.8.10. Prises de courant

2P+T 16A

Pour le bâtiment LABORATOIRE : étanches, nombre 12 dont 7 en saillie au droit des paillasses (les paillasses sont hors marché). Prévoir une prise potentiellement en hauteur si la hotte aspirante le nécessite.

Pour le bâtiment BUREAU : nombre 10 en saillie sous goulotte.

9.8.11. Connectivité

La fibre optique est présente sur le site. Les deux bâtiments modulaires seront équipés de prises RJ45 (2 dans le LABORATOIRE et 4 dans le BUREAU).

Un schéma de câblage sera fourni suivant l'étude réalisée par le prestataire.

Les règles générales de pose devront être respectées :

Tous les câbles partiront du panneau de brassage vers les prises de communication.

Les câbles arriveront directement en mode auto dénudant sur leurs connecteurs respectifs (CAD) sans raccordement intermédiaire.

Chaque point d'accès sera relié de façon identique.

La longueur filaire maximale entre le répartiteur général du bâtiment et un point d'accès ne devra pas excéder 90 mètres.

Les rayons de courbure des câbles seront au minimum de 8 (huit) fois leur diamètre.

Les câbles emprunteront :

Les chemins existants, mais si nécessaire, des chemins de câble seront établis par le titulaire, les chemins de câbles métalliques devront obligatoirement être mis à la terre suivant les règles de l'art

Des tubes ICT pour les passages en faux plafonds

Des goulottes de distribution pour les descentes murales

La pénétration dans les bâtiments devra se faire par un manchon de gaine empruntant des traversées rebouchées par un matériau Mo (coupe-feu).

Pour le bâtiment LABORATOIRE, l'entreprise devra fournir un coffret 19" 6U qui comprendra un tiroir optique de 1 U, 1 bandeau de prise réseau (maximum 8 prises) 1U, une prise électrique alimentera l'ensemble du coffret informatique.

9.8.12. Climatisation

La climatisation sera assurée par des systèmes de type SPLITS systèmes Inverter muraux à télécommande classe minimum A++ ou tout autre système de climatisation permettant de maintenir une température dans le modulaire LABORATOIRE, la plus constante possible (autour de 25°C, $\pm 0.5^\circ\text{C}$, maximum $\pm 1^\circ\text{C}$). La puissance sera adaptée suivant le volume à traiter et la température de consigne sera de 25°C. La fiche technique des climatiseurs sera soumise à l'approbation du Maître d'Ouvrage.

L'installation de climatisation comprendra :

- Les canalisations de raccordement et les percements, les étanchéités,
- Les calorifugeages, les supports et la charge de fluide frigorigènes s'il y a lieu,
- L'alimentation électrique à partir du tableau électrique du module, y compris les protections réglementaires,
- L'ensemble des fixations et supports de toute nature,
- Les couvre-joints et cornières de finition.

Le climatiseur dans le LABORATOIRE sera positionné en fonction de l'emplacement de la sorbonne : il est demandé de ne pas le mettre dans l'axe de la sorbonne afin de ne pas perturber le flux d'aspiration de cette dernière.

9.8.13 Plomberie – Ventilation mécanique contrôlée

L'entreprise prévoira la pose d'un compteur à impulsion filaire ou radio à remonter sur le logiciel compteurs RSW, les tranchées éventuelles et la remise en état à l'identique des ouvrages traversés. Le titulaire devra la pose et la fourniture des gaines type TPC diamètre 25 mm pour le passage du câble BUS vers le TGBT ou récupérer les fourreaux existants si disponibles. Tout passage de mur se fera au travers d'un fourreau afin de laisser la libre dilatation de la canalisation.

Le compteur sera de classe C et adapté au diamètre de la canalisation et à son débit, il sera équipé d'un émetteur afin de compter les impulsions (volume d'eau). La précision devra être en fonction du débit, nous demandons une précision fine soit un facteur « K » = 1 litre.

La panoplie de comptage devra recevoir :

- _ Une vanne en amont.
- _ Un filtre démontable à tamis inox et corps laiton avec robinet de vidange.
- _ Un compteur avec un corps en laiton, un cadran sec et orientable.
- _ Un clapet anti-retour en laiton de type AE à faible perte de charge (<à 1 MCE).

- _ Un régulateur de pression. Il devra être réglable entre 1 bars et 5 bars, dimensionné avec une vitesse comprise entre 1 et 2 m/sec maximum au débit nominal de l'installation et une perte de charge faible < 4 MCE. Le corps sera en laiton, il comprendra un manomètre à glycérine.
- _ Une vanne en aval avec robinet de vidange qui permettra de vidanger la partie en aval de la vanne, soit le réseau.

Cette panoplie sera positionnée prioritairement dans les locaux techniques ou en galerie.

En cas d'impossibilité, elle sera intégrée dans un coffret mural posé le plus discrètement possible ou en dernier lieu dans un regard enterré. Pour ces deux dernières éventualités il conviendra de sélectionner la taille du coffret ou regard afin que la maintenance reste aisée. Les coffrets en pose apparente seront de couleur se rapprochant du support, traité pour supporter les UV et en matière inoxydable, résine par exemple...

- Un anti béliet positionné en bout de chaque antenne ou collecteur.

Les alimentations et les évacuations seront apparentes avec protection métallique type Oméga dans le module et seront enterrées ou encoffrées à l'extérieur suivant études.

Prévoir l'alimentation et l'évacuation laissées en attente en prévision d'un point d'eau dans le LABORATOIRE (point d'eau hors marché).

Pour le bâtiment LABORATOIRE, l'entreprise confectionnera un siphon de sol en inox 100x100 sortie verticale 40 mm type LIMATEC ou techniquement équivalent (localisation à définir ultérieurement) pour l'évacuation des eaux usées. A raccorder au réseau EU.

La ventilation mécanique contrôlée assurera le renouvellement d'air à raison de 25m³/h et par personne dans le module BUREAU et 45 m³/h et par personne dans le module LABORATOIRE.

Il sera privilégié la ventilation décentralisée avec capteur de CO₂ type AIRMASTER ou techniquement équivalent, l'unité de ventilation sera fixée au mur. Restaurer l'étanchéité à l'eau et à l'air après la pose des unités de ventilation. Une attention particulière sera apportée aux caractéristiques acoustiques de l'équipement proposé. De plus, la position de l'équipement sera étudiée afin que le flux d'air ne génère pas d'inconfort pour les usagers ni de dysfonctionnement de la sorbonne. Prévoir également la présence d'un dispositif intégré d'évacuation des condensats type déflecteur.

La fiche technique de l'équipement sera soumise à l'approbation du Maître d'Ouvrage et du contrôleur technique.

La mise en place d'une future sorbonne (hors marché) dans le bâtiment LABORATOIRE nécessite la création d'une section d'amenée d'air neuf afin de compenser l'extraction d'air de la sorbonne. De même, l'entreprise prévoira dans son offre une section d'extraction pour le rejet des polluants vers l'extérieur. Se référer à l'article 5.1 du Guide pratique de ventilation de l'INRS n°18 (diamètre des conduits des sorbonnes entre 200 et 250 mm).

9.9 Sécurité

Le titulaire devra se conformer aux normes de sécurité pour les laboratoires à savoir le code du travail et les recommandations de l'INRS (disponibles sur le site internet : www.inrs.fr).

Les moyens de prévention et de lutte contre l'incendie sont :

- 1 extincteur à eau
- 1 extincteur CO₂ par module ou suivant prescription du bureau de contrôle.

Compte tenu de la manipulation de matières inflammables, il sera prévu pour le laboratoire une alarme sonore conforme à l'arrêté du 04 novembre 1993 et à la norme NF s 61-932 notamment pour ce qui concerne la nature des câbles permettant un temps de fonctionnement minimal de 5 minutes. En dernier lieu, les prescriptions du contrôleur techniques seront respectées.

9.10 Maintenance et suivi

Pour les deux modulaires, le prestataire devra fournir un plan détaillé de maintenance préventive des installations techniques (climatisation, ventilation, électricité, plomberie, étanchéité...) et le cas échéant la procédure SAV en cas de défaillance de tout ou partie des modulaires).

L'ensemble du matériel installé doit être garanti pendant une période de 2 ans minimum et il doit être couvert par une garantie décennale.

9.11. Réponse Financière

Le candidat détaillera le coût spécifique de chaque composant de la prestation dans l'Annexe Financière- Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire CDPGF.

La proposition devra stipuler explicitement les surcoûts éventuels à prévoir.

Elle devra donc être la plus complète possible de façon à avoir un budget net de tout frais supplémentaire.

9.12. Réglementation de sécurité Incendie et d'Accessibilité

Les observations du contrôleur technique vaudront prescriptions et ce, sans supplément de prix.

9.13 Réglementation de sécurité biologique en laboratoire

L'ensemble des installations sera réalisé en application des règles prescrites par le Manuel de sécurité biologique en laboratoire édité par l'Organisation Mondiale de la Santé pour les laboratoires de niveau 3.

ARTICLE 10 : PRIX

Le marché est un marché ordinaire dont le prix est global et forfaitaire.

Les prix sont réputés comprendre la totalité de nécessaires à la bonne et entière réalisation de l'objet du marché.

Le montant du marché est indiqué à l'Acte d'Engagement et décliné dans le cadre de décomposition du prix global forfaitaire.

En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir, en cours d'exécution du marché, du caractère incomplet du cadre de décomposition du prix global forfaitaire ou d'une prestation supplémentaire imprévue pour demander une augmentation du prix. Celui-ci est en effet ferme et définitif sur toute la durée du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres (y compris les droits de douane) frappant obligatoirement les prestations ainsi que l'ensemble des frais résultant des obligations pesant sur le titulaire. Les prix comprennent la fourniture de la main d'œuvre et de l'ensemble du matériel nécessaires à la bonne exécution des prestations ainsi que les frais de déplacements.

Les prix du marché sont établis hors TVA. Ils sont majorés de la TVA au taux en vigueur à la date de livraison des prestations.

ARTICLE 11 : VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont fermes sur toute la durée du marché.

ARTICLE 12 : OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- À la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À l'assurance garantissant sa responsabilité civile.

12.1. Moyens Humains

Le titulaire doit avoir à disposition les effectifs nécessaires pour l'exécution des prestations décrites dans les cahiers des charges sont fixés par le titulaire dans son offre technique.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le personnel affecté à la réalisation des prestations devra être en nombre suffisant pour mener à bien l'ensemble des opérations prévues au présent marché.

En cas d'insuffisance constatée concernant le niveau qualitatif des prestations ou du délai des réalisations, le titulaire augmentera à ses frais, en cours d'exécution du marché, le nombre de personnes affectées à ces opérations, s'il s'avère que celui-ci est en cause.

De plus, l'IRD peut exiger le remplacement immédiat de tout agent dont elle ne s'estime pas satisfaite. Le personnel du titulaire doit respecter le règlement intérieur de l'établissement.

12.2. Réunion de lancement des prestations

A la notification du marché, une réunion de lancement sera programmée sous 7 jours ouvrés entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur afin d'informer plus précisément le titulaire sur le contenu et les modalités d'exécution de la prestation.

Cette réunion de lancement aura pour objet de permettre au titulaire de présenter ses intervenants et son mode d'organisation et au pouvoir adjudicateur de préciser le contexte de l'intervention, d'exposer ses méthodes d'organisation, et de remettre au titulaire l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne exécution du marché.

12.3. Remise en état des lieux

Le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des prestations.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après mise en demeure par l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

12.4 Application du C.C.P

Les spécifications du présent C.C.P. précisent les prescriptions du présent marché, étant bien entendu que celles-ci sont des prescriptions minimales au-dessous desquelles aucune dérogation ne sera admise, sauf stipulation explicite avec référence du texte auquel il est dérogé.

Les prescriptions techniques du présent document donnent une description des travaux à exécuter,

dans le but de permettre au prestataire, de préciser la nature des matériaux à employer et de connaître les particularités de fabrication et de mise en œuvre. Ces prescriptions, par la nature même des travaux à réaliser ne peuvent prétendre à une description complète et parfaite des travaux et il convient de souligner que cette description des travaux n'a pas un caractère limitatif.

Le prestataire devra exécuter, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession et donc inclure dans son prix, non seulement les travaux et fournitures décrits dans ce document, mais encore ceux qui auraient pu échapper aux détails de la description et qui sont indispensables pour la réalisation et le fonctionnement de l'ouvrage, suivant les règles de l'art. Ainsi, le titulaire suppléera par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être mal indiqués ou omis dans le Cahier des Clauses Particulières et les plans.

De même, les travaux prévus aux pièces écrites et chiffrées du marché et ne figurant pas dans les plans, sont dus par le prestataire et compris dans le prix forfaitaire et ipso facto, il ne pourra prétendre à une modification de ses prix unitaires ou à l'addition de prix nouveaux, sauf modification intrinsèque, ou extrinsèque de la nature des ouvrages.

Sauf spécifications contraires définies dans les localisations du C.C.P., les prestations énumérées s'appliquent à tout local ou ouvrage ayant la même destination. Elles sont de ce fait incluses, sans réserve ni limite dans le prix global et forfaitaire convenu.

Le prestataire devra signaler dans son offre toutes précisions complémentaires à apporter au présent document et au dossier de consultation des entreprises. En conséquence, il ne peut jamais arguer des erreurs ou omissions pour se dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou pour demander une indemnité.

Tous les frais relatifs à la préparation et à l'établissement de son offre ainsi qu'à la prise de possession du terrain et des bâtiments, quelle qu'en soit la nature ou l'importance sont à la charge du titulaire. Il doit prévoir dans son prix de marché global et forfaitaire tous travaux pour une finition complète, parfaite et dans les règles de l'art.

2.5 Mise en demeure

Dans le cas de prestations non conformes, le pouvoir adjudicateur peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le titulaire en demeure de remédier à l'ensemble des non-conformités constatées dans un délai de 48 (quarante-huit) heures, à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

Si, à l'expiration de ce délai, le titulaire ne peut assurer une fourniture normale, le pouvoir adjudicateur peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités visées au présent CCP continuent de s'appliquer pendant la période où le pouvoir adjudicateur assure cette fourniture à la place du titulaire.

12.6 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat, sont à la charge de l'acheteur.

12.7 Nettoyage des locaux

Le titulaire doit laisser les locaux propres et libres de tous déchets pendant et immédiatement après l'exécution des prestations dont il est chargé. Les nettoyages sont réalisés après chaque jour d'intervention sur site pour réaliser les prestations.

En cas de manquement constaté, le maître d'œuvre ou maître d'ouvrage peut faire nettoyer la zone concernée aux frais de l'entreprise défaillante, responsable ou non, après simple avertissement

12.8 Devoir d'informer

Le titulaire doit signaler à l'IRD, avant la notification du présent marché, toute omission ou erreur matérielle qu'il aura constatée.

ARTICLE 13 : RACHAT OU CESSIION D'ACTIVITES

Les droits et obligations nés du présent marché sont personnels aux deux parties. Ils ne pourront être transférés à des tiers que d'un commun accord. Les modifications affectant la personne titulaire du marché donneront lieu à la passation d'un acte modificatif du marché.

Le cessionnaire devra remplir les conditions fixées par l'IRD pour la participation à la procédure de passation du marché initial et les termes du marché public resteront inchangés.

L'IRD n'est pas tenu d'accepter la cession.

À défaut d'un tel accord, toute cession ou transfert sera considéré comme nul et sera inopposable à l'IRD et le marché pourra être résilié pour faute.

En cas de rachat ou de cessation d'activité, le prestataire a l'obligation d'en informer la personne publique par lettre recommandée avec avis de réception postal ; à ce titre obligation lui est faite d'indiquer le nouveau prestataire et d'en communiquer le nom et les références professionnelles.

Le prestataire remplaçant devra au préalable être accepté par l'IRD avant tout commencement d'exécution des prestations, à défaut le marché pourra être résilié en application des dispositions du présent cahier des clauses particulières.

Le prestataire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas compromise.

ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée. Les opérations relatives à la sous-traitance devront s'effectuer conformément aux strictes dispositions des articles L2193-1 et suivants du Code de la commande publique et de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

En cas de sous-traitance directe :

Le titulaire doit faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

En cours d'exécution, le titulaire présente le formulaire DC4 ainsi que les pièces suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;

- Une présentation de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du sous-traitant. Il s'agit des références demandées au titulaire pour l'appréciation des mêmes capacités ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

En cas de déclaration lors de la remise de l'offre, il présente le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées.

En cas de sous-traitance indirecte :

Les sous-traitants doivent faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation des sous-traitants directs et doivent fournir une caution bancaire. Une convention de délégation de paiement peut être demandée sous réserve de la décision souveraine du pouvoir adjudicateur.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir que sous réserve, d'une part de cette acceptation et de cet agrément, et d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé des travailleurs lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

ARTICLE 15 : MODALITES DE PAIEMENT

15.1. Paiement et établissement des factures

Les factures seront envoyées de façon dématérialisée via le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'État à l'adresse **<https://chorus-pro.gouv.fr>**

Elles sont déposées via les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET de l'IRD
- Le code service exécutant

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire,
- La référence du présent marché, telle qu'indiquée à l'AE
- Le numéro et la date de la facture ;
- L'objet de la prestation facturée et le libellé de la rubrique dans l'annexe financière auquel il se rattache,
- La date d'exécution ou la période relative à la facturation,
- Le montant H.T.,
- Le taux et le montant de la TVA (taux en vigueur à la date de facturation),
- Le montant TTC,
- Le cas échéant, le taux de remise appliqué au montant HT,
- Le numéro SIRET du titulaire,

- Les références bancaires ou postales du titulaire, rigoureusement identiques à celles indiquées dans l'acte d'engagement.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement et le comptable assignataire de la dépense sont indiqués à l'Acte d'Engagement.

Toute facture non déposée et non rédigée comme indiquée ci-dessus sera retournée au titulaire pour rectification, sans préjudice du retard apporté au règlement.

15.2. Mode de règlement et délais de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, l'IRD procédera au paiement des sommes dues par virement administratif avec un délai maximum de 30 jours.

Ce délai commencera à courir après service fait et à compter de la réception par l'IRD de l'ensemble des pièces justificatives exigées par le présent marché.

En application du chapitre II du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le défaut de règlement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points + 40€ d'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement.

Les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique. Le mode de règlement choisi par l'IRD est le virement administratif.

L'IRD procédera au mandatement des sommes dues dans le respect de la réglementation en vigueur dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit et sans aucune formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points + 40€ d'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement

ARTICLE 16 : FINANCEMENT ET GARANTIES

16.1. Retenue de garantie

Sans objet.

16.2. Cautionnement

Sans objet.

16.3. Nantissement

L'entreprise pourra donner son marché en nantissement. L'IRD remettra, s'il y a lieu, une copie certifiée conforme et unique par lui de l'Acte d'engagement ou un acte de cessibilité.

16.4. Acomptes

Les dispositions de l'article 12.2 du CCAG Travaux s'appliqueront.

16.5. Avance

Les prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article R2191-3 du Code de la commande publique. Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-3 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article R2191-11 du Code de la commande publique.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant TTC du marché dans le cas où l'avance est au taux de 5% (respectivement 30% pour une petite et moyenne entreprise). Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché.

ARTICLE 17 : OPERATION DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

À chaque étape d'exécution du marché concerné, l'IRD vérifiera le respect de la méthodologie décrite dans le mémoire technique afférent.

À l'issue de cette vérification il procédera à l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet de la prestation dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG-Travaux. Il notifiera sa décision par courriel au titulaire du marché.

ARTICLE 18 : MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DU MARCHE

18.1. Délais de réalisation

Le titulaire respecte les délais de réalisation qu'il a exposés dans son offre concernant la réalisation de chaque phase, et la remise de livrables (de telle sorte que la prestation n'excède pas 12 mois. En cas de non-respect des délais, les pénalités détaillées à l'article 19 sont applicables.

18.2. Réunion de lancement de la prestation

Dans un délai d'environ 10 jours à compter de la notification du marché, une réunion de lancement sera programmée entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur au siège de l'IRD afin d'informer plus précisément le titulaire sur le contenu et les modalités d'exécution de la prestation.

Cette réunion de lancement aura pour objets de permettre au Titulaire de présenter ses intervenants et son mode d'organisation ; et au pouvoir adjudicateur de préciser le contexte de l'intervention, d'exposer ses méthodes d'organisation, et de remettre au Titulaire l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne exécution du Marché.

Des réunions de travail pourront être menées en présentiel (La Réunion) ou à distance (téléphone, Visioconférence, Skype, etc.), à raison d'une par quinzaine de jours.

18.3. Décision de poursuivre – ordre de service

Par dérogation à l'article 3 du CCAG-Travaux, toute décision de poursuivre, tout ordre de service, ou toute décision et/ou information, pourra être transmis au titulaire par télécopie ou courriel avec accusé de réception.

18.4. Fonction de conseil

Le titulaire exécute les prestations qui lui sont confiées de manière professionnelle et avec tout le soin requis et en particulier se conforme aux règles de l'art applicables pour le type de prestations effectuées.

Le titulaire s'engage à apporter à la personne publique toute l'information nécessaire à l'efficacité des prestations objet du présent marché public.

En particulier, le titulaire prévient sans délai la personne publique contre l'utilisation de tout document, matériel, logiciel et plus généralement contre l'utilisation de toute solution technique qu'il juge techniquement ou économiquement inadaptés.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas fournir à l'IRD des solutions qui feraient l'objet de droit de propriété intellectuelle.

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de la prestation et à accomplir sa mission conformément aux usages de la profession et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire s'engage à informer la personne publique sur l'évolution réglementaire des dispositions qui se rapportent au présent marché.

18.5. Restitution des livrables

Les consultations, écritures et tout autre document produit par le titulaire seront établis et transmis sur support informatique (notamment sous format Word et Excel ou compatible).

Les livrables attendus sont les suivants :

- Le prestataire devra fournir un dossier des ouvrages exécutés (DOE) comprenant la copie au format numérique l'ensemble du projet, les détails des dimensions, de la disposition des modules, des accès et des différents espaces de travail. Schémas pour les réseaux électriques, de plomberie, de ventilation et d'approvisionnement en fluides.
- Rapport d'essais fonctionnels : la documentation des essais effectués sur les systèmes électriques, les systèmes de ventilation, et les systèmes de sécurité incendie, pour garantir leur bon fonctionnement avant la réception finale, excepté pour la Sorbonne dont la prise d'évacuation devra être testée lorsque celle-ci sera installée.
- Certificats : Preuve de conformité des équipements/matériaux utilisés aux normes en vigueur.

ARTICLE 19 : PENALITES

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

- **Pénalités de retard** : Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux en cas de non-respect des délais fixés pour la réalisation des prestations (remise de livrables, travaux, etc) dans l'article intitulé « délai d'exécution » du présent marché, par un courriel avec AR ou par un ordre de service, une pénalité forfaitaire de 200 € HT par jour de retard pourra être appliquée.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable sur simple constatation écrite par l'IRD par tout moyen de communication.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 500 euros.

- **Pénalités pour inexécution ou mauvaise exécution des prestations** : Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité fixée à 500 euros par inexécution ou mauvaise exécution constatée.
- **Pénalités en cas de travail dissimulé** : Si le Titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur peut appliquer une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE 20 : POUVOIR HIERARCHIQUE ET DISCIPLINAIRE

L'ensemble du personnel du titulaire affecté en tout ou partie aux prestations du présent marché reste en toute circonstance sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire.

Le titulaire est seul responsable des moyens humains, logistiques et matériels qu'il doit mettre en œuvre pour garantir la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées.

À ce titre, le titulaire s'engage à ce que l'ensemble des membres de son personnel affecté aux prestations possède la compétence, l'expérience et les qualités de probité et de confiance nécessaires à leur bonne exécution.

Le titulaire devra remplacer son personnel en cas d'indisponibilité de celui-ci à niveau de compétence égale, sauf cas de force majeure ou situation assimilée.

ARTICLE 21 : SECRET PROFESSIONNEL / CONFIDENTIALITE / UTILISATION DES RESULTATS

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs et prestataires de services, au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent sans l'autorisation écrite de l'IRD être communiqués à d'autres personnes.

Dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le Titulaire, en tant que responsable du traitement, déclare parfaitement connaître les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

Le titulaire devra respecter les principes de proportionnalité, de minimalisation et de limitation des données personnelles, assurant que seules les données pertinentes nécessaires à la stricte exécution.

ARTICLE 22 : REFERENT POUR L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire garantit que les personnels proposés disposent des connaissances et compétences nécessaires et s'engage sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations.

Le titulaire s'engage à désigner nommément un référent dont il fournira le CV et soumettra à l'agrément de l'IRD

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'affectation d'un même intervenant à l'exécution d'une prestation sur un même dossier est une condition déterminante de sa bonne exécution.

A ce titre, et sauf en cas de maladie ou accident de l'intervenant justifiant que le dossier soit pris en charge par un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes, le titulaire assure la continuité de suivi d'un même dossier par un même intervenant.

En cas de changement d'un interlocuteur, le titulaire doit en aviser le pouvoir adjudicateur au moins 15 jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique les motifs de cette modification ainsi que les profils et compétences du remplaçant et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

L'IRD se réserve le droit de récuser le remplaçant s'il estime que son profil n'est pas équivalent à celui de l'intervenant initial.

Dans ce cas, le titulaire doit présenter un remplaçant adéquat dans les 10 jours ouvrés suivant le refus du pouvoir adjudicateur de telle sorte que le bon déroulement des actions engagées ne soit pas compromis.

Les éventuels coûts induits sont intégralement supportés par le titulaire, qui traite également les éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 23 : ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG Travaux, l'attributaire devra justifier au stade de l'attribution du marché qu'il est titulaire de ses contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'IRD et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

En aucun cas, l'IRD ne pourra être appelé en responsabilité des accidents survenus, tant aux personnes qu'aux biens, du fait de la réalisation des prestations du présent marché.

ARTICLE 24 : DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail ainsi que, en application de l'article D8254-4 du Code du travail, la liste des travailleurs étrangers.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées obligatoirement par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'Institut de Recherche pour le Développement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr/>

Les modalités pratiques d'utilisation de la plateforme seront communiquées au titulaire à la notification du marché

A défaut, le marché sera résilié dans les conditions prévues au présent CCP.

ARTICLE 25 : LITIGE

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses du présent marché, les parties conviennent de se concerter en vue de rechercher une solution à l'amiable.

À défaut d'accord des parties dans les quinze jours suivant l'envoi par l'une des parties (par lettre recommandée avec demande d'avis de réception) d'une demande en vue d'un règlement à l'amiable du litige, ledit litige sera porté exclusivement devant le Tribunal Administratif de Marseille.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'IRD et le titulaire ne pourront être invoquées par ce même titulaire comme une cause d'arrêt ou de suspension momentanée des prestations à effectuer.

Tout arrêt dans l'exécution des prestations par le titulaire obligerait l'IRD à recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 26 : MONNAIE

La monnaie de compte du marché est l'Euro (€). Le prix libellé en Euro reste inchangé en cas de variation de change.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 27 : MARCHE A PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire un marché à prestations similaires, sur le fondement des dispositions l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, relatif à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables.

ARTICLE 28 : EGALITE FEMMES ET HOMMES

Le titulaire s'engage à respecter l'égalité entre les femmes et hommes dans l'exécution du contrat. Il doit mettre en œuvre des actions concrètes visant à garantir l'égalité de traitement, proscrire toute discrimination, veiller à l'égalité salariale et encourager la mixité à tous les niveaux de responsabilité.

ARTICLE 29 : VALORISATION DES DECHETS

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre des mesures visant à maximiser la valorisation des déchets produits dans le cadre de l'exécution du contrat, en privilégiant notamment le recyclage, la réutilisation et le compostage, conformément aux obligations issues de l'article L.541-1 du Code de l'Environnement et du Schéma Organisationnel de Gestion et d'Élimination des Déchets (SOGED) complété par le titulaire. À cette fin, il devra fournir périodiquement le bordereau de suivi des déchets du chantier détaillant les quantités et les types de déchets valorisés ainsi que les filières de traitement utilisées.

ARTICLE 30 : CATEGORIE D'OPERATION CSPS

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

ARTICLE 31 : INTERVENANTS CSPS ET CONTRÔLE TECHNIQUE

31.1 Coordination Sécurité Protection de la santé

Une Coordination en matière de sécurité et de santé (CSPS) est en cours de désignation. Sa mission est de prévenir les risques résultants des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

31.2 Contrôle Technique (CT)

Le contrôleur technique est en cours de désignation. Ses missions sont L+LE, Th, STI et ENV et HYSa.

ARTICLE 32 : DROIT APPLICABLE

Le droit applicable au présent marché est le droit français

ARTICLE 33 : RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 6 du CCAG Travaux.

ARTICLE 34 : DEROGATIONS

Article 3 du CCP	Article 4.1 du CCAG Travaux
Article 19 du CCP	Article 19 du CCAG Travaux
Article 23 du CCP	Article 9.2 du CCAG Travaux
Article 32 du CCP	Article 6 du CCAG Travaux



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#)
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)

Le présent document est à accepter sans modification. Seul l'exemplaire détenu par l'Administration fait foi.